



Kivu : l'enlèvement dans la violence

William Barnes

DANS **POLITIQUE AFRICAINE** 1999/1 N° 73 , PAGES 123 À 136
ÉDITIONS **KARTHALA**

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811100520

DOI 10.3917/polaf.073.0123

Date de mise en ligne : 15/11/2012

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-1999-1-page-123?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



WILLIAM BARNES

KIVU : L'ENLÈVEMENT DANS LA VIOLENCE

ÉPICENTRE DES RECOMPOSITIONS DE PUISSANCE EN AFRIQUE CENTRALE, LE KIVU SUSCITE LES CONVOITISES DU RWANDA ET DE L'UGANDA QUI PROFITENT DE LA GUERRE POUR METTRE EN PLACE UNE ÉCONOMIE DE PILLAGE ET DE RÉEXPORTATION. LES MOUVEMENTS DE RÉBELLION CONGOLAIS ÉTANT INCAPABLES DE CONTRÔLER LES TERRITOIRES CONQUIS, LA ZONE S'ENLÈVE AINSI DANS UNE VIOLENCE DE LONGUE DURÉE QUI SE NOURRIT DE L'ENCHEVÊTREMENT DES CONFLITS LOCAUX.

Les prémisses du conflit que connaît la République démocratique du Congo depuis le 2 août 1998 remontent à la fin de l'année 1997, au moment où s'affirme la volonté d'émancipation de L. D. Kabila par rapport à ses parrains rwandais et ougandais. Déjà déçus des promesses non tenues par le président congolais, Kigali et Kampala voient dans cette tentative de prise d'autonomie une menace supplémentaire à la réalisation de leurs objectifs sécuritaires et économiques. Fin 1997, lors d'une rencontre entre le chef d'état-major de l'Armée patriotique rwandaise (APR), le commandant des Forces armées congolaises (FAC) du Nord-Kivu refuse de maintenir le libreaccès de l'APR dans cette province, où se trouvent les bases arrières de la guérilla rwandaise. À partir du premier trimestre 1998, les services rwandais transmettent à Kampala des informations tendant à démontrer un soutien de Kabila aux guérillas ougandaises. Dans sa stratégie d'autonomisation, Kabila cherche effectivement à cette époque à contrebalancer le poids militaire des Rwando-Ougandais. L'échec des objectifs sécuritaires se double de la non-réalisation des ambitions économiques.

Cherchant à contrôler l'exploitation de minerais dans l'est de la RDC – et notamment de l'or –, des proches du président ougandais s'étaient vu offrir des licences d'exploitation. Mais la générosité de Kabila lui avait fait promettre les mêmes zones d'extraction à plusieurs de ses alliés du moment, créant une rancœur précoce à son encontre à Kampala. Les Rwandais subirent également des déconvenues sur le plan commercial et économique. En avril, ils ont essayé sans succès, *via* un homme d'affaire rwandais proche du Front patriotique rwandais (FPR), de prendre une participation au sein de la



Gécamines ; durant cette période, les commerçants rwandais n'avaient pu se réimplanter dans l'est du Congo, se heurtant aux réseaux préexistants et aux sentiments anti-rwandais.

L'expulsion des soldats rwandais fin juillet n'a fait qu'accélérer le déclenchement d'une nouvelle guerre. Point de départ de deux rébellions en deux ans, l'est du Congo se trouve ainsi au croisement de trois niveaux de conflit : la définition de zones d'influence des pays voisins ; la lutte armée pour le contrôle du pouvoir ; les conflits locaux entre groupes congolais. Intriqués les uns aux autres, ces niveaux font intervenir de multiples acteurs aux stratégies et objectifs hétérogènes. Dans un contexte économique détérioré et de suspicions exacerbées, aucun des protagonistes ne paraît en mesure d'agir simultanément et durablement sur ces trois niveaux, afin d'asseoir un contrôle sur un territoire étendu ou d'établir une coalition stable.

RWANDA, OUGANDA, BURUNDI :

LOGIQUES INTERVENTIONNISTES

Pour les trois pays – Rwanda, Ouganda et Burundi – présents dans l'est du Congo, l'enjeu du contrôle du Kivu est autant économique que sécuritaire. Dans le cas du Rwanda, c'est aussi devenu un enjeu de politique intérieure important. Tant en raison de l'usage récurrent de la force dans la mise en œuvre de leurs stratégies que des tensions existant entre eux, ces pays ne semblent pourtant pas en mesure de jouer un rôle de stabilisation dans le Kivu. L'hostilité que leur présence génère risque au contraire de favoriser la diffusion des violences. Les problèmes de sécurité créés par la porosité de la frontière congolaise sont indéniables, en raison des bases arrière que pouvait y avoir chaque guérilla. De fait, depuis septembre 1998, la guérilla rwandaise des ex-FAR et Interahamwe a subi des revers sur le territoire rwandais. Mais, tout autant que la présence de l'APR au Congo, les regroupements de population dans le nord-ouest du pays sont déterminants pour comprendre l'affaiblissement actuel de la guérilla.

A contrario, cette nouvelle irruption de l'armée rwandaise au Congo pourrait, à terme, être créatrice d'insécurité pour le Rwanda. Avant le début de la guerre, contrairement à la frontière nord-ouest, la frontière sud-ouest entre le Rwanda et le Congo ne posait pas de problème de sécurité particulier. Plusieurs groupes armés anti-tutsi étaient présents dans cette région, mais ils semblaient incapables de se coordonner et d'acquiescer une capacité militaire significative. Une tentative avait été faite fin 1997. L'Union des forces vives pour la libération et la démocratie (UFLD) était supposée regrouper neuf mouvements, armés ou politiques, différents sur le Sud-Kivu : des ex-FAR, cinq groupes maï-maï¹,

des groupuscules politiques composés d'urbains. Mais cette alliance hétérogène a cessé d'exister en février 1998. Les différents groupes armés congolais – les maï-maï – hostiles à toute présence tutsi entretenaient des rapports ambigus avec les ex-FAR : leur savoir-faire militaire leur était précieux, mais leur présence peu appréciée, le viol et le pillage faisant partie des pratiques habituelles de ces troupes ayant réalisé le génocide de 1994 au Rwanda.

L'importance accrue des Rwandais dans le jeu congolais risque de favoriser un dépassement de ces clivages. La crainte d'une annexion leur paraissant désormais beaucoup plus forte, une coordination est devenue impérative. De plus, certains groupes bénéficient du ralliement de FAC. C'est notamment le cas des maï-maï situés sur la route entre Kisangani et Bukavu, qui sont à nouveau actifs à une trentaine de kilomètres de Bukavu.

Toutefois, les enjeux économiques et politiques que représente pour Kigali le contrôle du Kivu relativisent l'importance de ces conséquences sécuritaires. Dans cet arrière-pays économique du Rwanda et du Burundi, les commerçants rwandais s'efforcent une nouvelle fois de se réimplanter dans les minéraux ou l'essence. Le dernier comptoir de minerai encore en activité à Bukavu est ainsi tenu par un Rwandais basé à Cyangugu et proche du FPR.

Par-delà ces marchés étriqués, deux facteurs poussent le régime de Kigali à inscrire dans la durée un contrôle du potentiel économique du Kivu. L'idéologie du FPR met sur le compte des seuls facteurs socio-économiques les clivages particulièrement violents qui traversent la société rwandaise. Le développement et l'enrichissement deviennent un impératif. Se heurtant à la pauvreté du Rwanda, la mise en valeur du Kivu serait un moyen d'y parvenir. Cette conviction est fréquemment répandue à Kigali parmi les responsables du FPR. Le contrôle de l'est du Congo devient ainsi l'un des rares thèmes consensuels au sein du pouvoir rwandais, alors que celui-ci fait face à une insatisfaction croissante de sa base, essentiellement constituée de la diaspora tutsi revenue après 1994 au Rwanda. La concentration du pouvoir et de l'accès aux richesses ne cesse de se renforcer à Kigali, dans un contexte de corruption accrue. Au sein de l'ancienne diaspora ougandaise, colonne vertébrale de l'armée, les solidarités familiales ou de voisinage qui s'étaient constituées en Ouganda au sein des camps de réfugiés – notamment celui de Nyakivara – deviennent déterminantes dans la répartition des principales fonctions. Se sentant marginalisés, les membres des diasporas burundaise ou zaïroise ressentent une

1. Les différents groupes maï-maï ont essentiellement en commun des pratiques magiques censées les protéger des balles, leur permettre de faire s'écraser les avions ou de transformer une bouteille et une corde en moyen de communication. Chacun des groupes s'enracine dans une communauté particulière : Nande, Hunde ou Nyanga au Nord-Kivu ; Tembo ou Bembe au Sud-Kivu.



acrimonie d'autant plus forte que ces dernières furent les principales sources de financement, voire de recrutement du FPR. Le décalage entre les attentes nées lors de la « guerre de libération » et les difficultés du vécu quotidien suivant la victoire renforce une contestation au sein même de l'armée. Avec la menace de la guérilla des ex-FAR, le contrôle du Kivu devient l'un des rares projets préservant un semblant de cohésion au sein du FPR.

Dans la justification de son intervention au Congo, l'Ouganda met en avant des enjeux sécuritaires similaires : la présence de bases arrières des guérillas ougandaises – et notamment de l'ADF (Allied Democratic Forces) – sur le sol congolais et l'absence de contrôle par l'armée congolaise de leurs mouvements. De fait, les ADF ont accru leurs opérations dans le sud-ouest de l'Ouganda. Contrairement à la guérilla active dans le nord du pays, ils affectent l'une des principales bases électorales de Museveni. Le président ougandais a ainsi dû prendre en compte les récriminations croissantes de ces populations. Mais, au vu de l'opération de 1996, la pertinence d'une intervention directe reste incertaine. Les opérations de l'ADF se sont effectivement intensifiées consécutivement à la première opération ougandaise au Congo.

Les motivations commerciales et économiques sont aussi déterminantes que les justifications sécuritaires. À la différence du Rwanda, elles n'impliquent pas les mêmes enjeux internes. Elles sont plus le fait de proches du pouvoir cherchant à renforcer leur poids économique. Dès 1996, l'obtention des concessions des mines d'or de Kilomoto par Salim Saleh, demi-frère de Museveni, est l'une des contre-parties demandées à Kabila ; et l'inapplication des promesses passées l'une des raisons de la déception précoce de Kampala envers le nouveau pouvoir de Kinshasa. À ces motivations personnalisées s'ajoute le projet récurrent de Museveni de constituer un espace commercial dépassant le cadre des frontières, et d'asseoir ainsi sa stature de leader régional². Dans cette perspective, la stratégie ougandaise pourrait ne plus rechercher un partenariat avec un pouvoir congolais imprévisible et préférer un contrôle direct, derrière le paravent d'une rébellion congolaise sans grande marge de manœuvre.

De tels objectifs se heurtent à deux obstacles : les réticences de plus en plus prononcées d'une partie de l'armée ougandaise envers un déploiement aussi important et éloigné du territoire national ; le poids des dissensions croissantes avec Kigali. Au sein de l'armée ougandaise, un clivage générationnel trouve dans l'opération au Congo un moyen de s'affirmer. La génération du *bush*, qui a porté Museveni au pouvoir, est contestée par des officiers plus

2. Revenant à l'un de ses souhaits fétiches, le président ougandais a ainsi demandé récemment au représentant de l'Union européenne à Kampala de financer une route entre la frontière ougandaise, à Bunia et Kisangani.

jeunes, souvent formés dans des académies militaires. Les accusations d'enrichissement personnel de certains officiers viennent fournir des arguments supplémentaires à ces critiques.

La guerre en RDC est également l'occasion d'une remise en cause de l'alliance avec l'APR. À l'automne 1998, un état-major commun a certes été constitué. Mais la revendication par les Rwandais d'un leadership sur les opérations – y compris lorsque les Ougandais fournissent l'essentiel de la logistique, comme à Kisangani – crée de multiples tensions. Outre les problèmes habituels du partage des prises de guerre, la différence de comportement entre les soldats des deux armées est au cœur du contentieux. Contrairement aux soldats ougandais, tolérés et parfois appréciés par les populations congolaises, l'APR use de méthodes souvent expéditives qui lui aliènent les civils. En restant l'alliée des soldats de Kigali, l'UPDF (Forces armées ougandaises) subit le contrecoup de ces éventuelles exactions et rend plus complexe la recherche d'alliés congolais. L'appui apporté au Mouvement de libération congolais (MLC) s'inscrit dans ce contexte. Au contraire d'un Rassemblement démocratique congolais (RCD) disposant d'une base réduite, le MLC est supposé mobiliser derrière lui la population de l'Équateur. Dirigé par le fils d'un ancien mobutiste, Jean-Pierre Bemba, natif de cette région, ce mouvement se veut authentiquement congolais. En jouant cette carte, il s'agit aussi pour une partie de l'armée ougandaise de montrer au FPR que Kampala peut élaborer une stratégie sans participation rwandaise.

Quelques jours après les Rwandais et les Ougandais, les Burundais intervenaient au Sud-Kivu. Le souci principal de Bujumbura était d'éviter une mainmise exclusive par le Rwanda et l'Ouganda de sa frontière ouest. Ces deux pays étant considérés par Bujumbura comme des adversaires, il n'était pas envisageable de leur abandonner l'une des principales routes de contournement de l'embargo que subissait le Burundi. Ce n'est que dans un second temps que les Forces armées burundaises (FAB) se sont déployées le long du lac Tanganyika afin d'en chasser les groupes de rebelles burundais.

Les motivations économiques sont cependant une nouvelle fois indissociables des causes d'intervention. Contrairement à l'appui limité à la rébellion de 1996, l'idée d'un contrôle du potentiel économique congolais se renforce à Bujumbura parmi des officiers supérieurs burundais et certains de leurs amis hommes d'affaires. La femme du colonel en charge des premières opérations au Sud-Kivu a fait une percée remarquable dans le commerce entre les deux pays, tandis que l'un des principaux responsables du renseignement militaire affiche un intérêt persistant pour la commercialisation de l'or. Alors que les échanges économiques entre Bujumbura et le Sud-Kivu ont toujours été importants, une volonté de contrôle direct de certains réseaux commerçants s'affirme et amplifie ainsi les tensions avec le régime de Kigali.



L'INCONSISTANCE DES RÉBELLIONS CONGOLAISES

Incontournables en raison de leur poids militaire, ces trois pays ne semblent pas en mesure de jouer un rôle stabilisant dans l'est du Congo. L'objectif affiché, et régulièrement rappelé, du Rwanda et de l'Ouganda est d'obtenir la sécurité sur leurs frontières. Leurs troupes ne seraient sur le sol congolais qu'en attendant la constitution d'un pouvoir congolais suffisamment fort pour garantir leurs frontières. Mais, du fait de leurs ambitions propres, ils freinent *de facto* les recompositions intercongolaises et l'apparition d'une force politique capable de réaliser cette stabilisation. En prélevant à leur profit les minerais encore exploitables, Rwandais et Ougandais contribuent à empêcher le RCD d'avoir les moyens de son éventuelle politique. Privé de l'une des rares ressources significatives, le RCD est ainsi condamné à n'être qu'un paravent de leur intervention, sans aucune possibilité de s'émanciper. De même, la création du MLC fragilise le RCD dans sa quête de reconnaissance internationale. Tant économiquement que politiquement, les comportements rwandais et ougandais favorisent une fragmentation de l'est de la RDC.

Contrairement aux déclarations à usage international, une implosion de fait du Congo et le maintien de leur présence militaire pourraient être compatibles avec les objectifs de ces trois pays. Toutefois, les limites de leurs moyens militaires et les rivalités qui les opposent rendent plus qu'incertain leur capacité à contrôler ces territoires. En l'absence d'alliés ou d'un acteur congolais suffisamment consistant, les conflits locaux, délaissés par les pouvoirs étrangers, accroissent le morcellement du Kivu, enclenchent des dynamiques où la violence est centrale et renforcent à terme l'ingouvernabilité de cette région.

Théoriquement, l'est du Congo se trouve sous l'autorité du RCD. L'absence d'administration, la faiblesse de ses moyens militaires ou financiers le condamnent cependant à n'exercer qu'un pouvoir nominal en dehors des principales villes. Militairement, les soldats congolais du RCD ne constituent qu'un appoint aux troupes rwandaises ou ougandaises. Celles-ci assurent l'encadrement et l'approvisionnement, décident de l'essentiel des affectations et des objectifs. Lors de la prise de Kindu, dernier combat important dans l'est du pays, le commandement était assuré par un major rwandais, tandis que le chef d'état-major en titre de la rébellion se trouvait aux États-Unis.

Privé d'un appareil administratif, le RCD ne peut s'appuyer sur la seule administration militaire pour asseoir son pouvoir. Hors des zones de guerre, la situation et le comportement des militaires commencent à rappeler la fin des années Mobutu. Comme ils ne sont pas payés, le racket sur les routes encore existantes ou auprès des commerçants se fait de plus en plus fréquent...

L'absence de cohésion entre combattants du RCD est un second frein à la constitution d'un appareil militaire efficace. Conglomérat de ralliements circonstanciels, d'engagements contraints ou, parfois, souhaités, la principale ligne de clivage reste la méfiance entre Tutsi congolais et soldats originaires d'autres communautés. Certains de leurs blessés préfèrent ainsi éviter un hôpital militaire – « celui des Tutsi » – pour un hôpital général moins bien pourvu en médicaments. Cette défiance se traduit également par des incertitudes quant aux chaînes de commandement. Lorsque des soldats tutsi congolais et non tutsi coexistent dans une même ville, un dédoublement de ces structures tend à se produire *de facto*.

Ces différentes faiblesses empêchent le RCD de réduire l'insécurité, voire d'enrayer son développement. Le redéploiement de la majorité des soldats rwandais et ougandais sur les zones d'affrontement principales a élargi les possibilités d'action des différents groupes armés congolais, épaulés le cas échéant par des membres des guérillas rwandaise, burundaise ou ougandaise : la sécurité des routes menant à Goma, siège du RCD, est particulièrement incertaine ; Bukavu, principale ville de l'est du Congo, a été de nouveau attaquée en janvier 1999.

En rendant de plus en plus aléatoires les déplacements, l'accroissement de l'insécurité ne fait qu'accélérer la déliquescence de l'économie du Kivu. Celle-ci reposait sur trois piliers : l'aide humanitaire, les plantations et les minéraux. L'aide humanitaire s'est tarie avec la fin des camps de réfugiés, et l'instabilité récurrente de la région a conduit à un désengagement des principaux producteurs agricoles, s'accompagnant d'une baisse de la qualité. Le prix d'achat du café aux producteurs a ainsi baissé de 60 % en un an. Le quinquina, dont le Kivu est le premier producteur mondial, subit la concurrence d'un substitut chimique. Les principaux comptoirs d'achat de minéraux à Goma et Bukavu ont fermé. Hormis la mine de Kilomoto, à proximité de la frontière ougandaise, la production de minéraux est assurée par de petits creuseurs, qui viennent les vendre dans ces villes. L'insécurité a bloqué les voies d'écoulement, sans que des circuits alternatifs n'aient été mis en place. Conséquence principale, l'argent en circulation s'est considérablement réduit, ainsi que les échanges : le chiffre d'affaires des principaux commerçants sur Goma et Bukavu est tombé entre 25 et 35 % de son volume d'avant-guerre.

La production vivrière est également atteinte : comme fréquemment en situation de conflit récurrent ou durable, les paysans adaptent leur production à leurs besoins minimums. La crainte d'être pillé, les meurtres ou les viols qui se sont produits dans le sillage des deux guerres engendrent un mécanisme de repli autarcique. Le RCD se trouve dans l'incapacité de satisfaire la principale attente de la majorité de la population : une amélioration de ses conditions



de vie. *A contrario*, les effets cumulés de deux guerres en deux ans et des pillages qui les ont accompagnées conduisent à une nette dégradation : difficulté croissante à payer les frais de scolarisation, diminution du nombre de repas quotidien et capacité réduite à payer d'éventuels médicaments pour les moins démunis, apparition de quelques cas de disette dans certaines villes pour les plus pauvres.

Pour une très large majorité de la population congolaise, rien ne vient contrebalancer la tare originelle du RCD : être une création des pays voisins. De fait Kigali, mais surtout Kampala ont servi d'intermédiaires pour canaliser les ressentiments envers Kabila et composer cet assemblage hétéroclite qu'est le mouvement rebelle. La présidence ougandaise s'est notamment efforcée, sans grand succès, de rapprocher Banyamulenge – étiquette internationale désormais habituelle pour une rébellion congolaise – et des mobutistes – appréciés par la présidence ougandaise en raison de leurs capacités financières. Néanmoins, durant les six à huit mois de préparation de cette nouvelle guerre, Kigali et Kampala ont privilégié les préparatifs militaires. Lors du déclenchement du conflit, le RCD restait à l'état d'ébauche. Depuis sa création, son activité principale se cantonne à des luttes florentines. Les soubresauts de janvier auraient opposé deux factions principales – le mobutiste Bululu allié au vice-président du RCD, le Banyamulenge Nyarugabo et l'opposant à tous les régimes successifs à Kinshasa, Zaïdi Ngoma, allié à Déo Bugera. Un séjour à Kigali est venu rétablir l'unité de façade du mouvement. Avant que Zaïdi Ngoma n'annonce son départ du RCD et que Déo Bugera ne fonde un mouvement des réformateurs...

Le RCD se trouve privé d'une base populaire significative. Il n'est même pas en mesure de se prévaloir du soutien des Tutsi congolais. Les Tutsi du Nord-Kivu sont plus que jamais dans l'impossibilité de regagner leurs terres et restent de ce fait critiques envers Déo Bugera, leur représentant théorique au sein du mouvement rebelle. L'opposition des Tutsi du Sud-Kivu – les Banyamulenge – est encore plus marquée. Inquiets de l'évolution du régime Kabila, ces derniers préparaient leur propre mouvement insurrectionnel. Les Forces républicaines et fédéralistes (FRF) voulaient prendre le contrôle du Sud-Kivu avec l'appui du Burundi. En les prenant de vitesse, la coalition Rwanda-Ouganda-RCD est venue anéantir leur stratégie. En ralliant le RCD, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Kabila, Bizima Karaha, devient plus le nécessaire « Tutsi de service » congolais que le représentant des Banyamulenge au sein du RCD.

Dans les villes contrôlées par les rebelles, les autres communautés congolaises du Kivu renouent avec leurs habitudes de résistance passive. Ce savoir-faire s'est enraciné dans l'hostilité à Mobutu, puis à Kabila. À l'exception de

membres de la société civile, les populations évitent toute contestation ouverte des nouvelles autorités, mais refusent de participer aux quelques structures d'encadrement encore existantes ou d'obtempérer aux décisions des nouvelles autorités. À deux reprises, la rentrée scolaire fixée par le gouvernorat a dû être reportée, les parents refusant d'envoyer leurs enfants à l'école. L'état catastrophique des routes devient souhaitable, puisqu'il rend difficiles les déplacements de l'« occupant ». Cette attitude participe à la déliquescence de toutes structures et aggrave encore l'ingouvernabilité de la région, amorcée dans les dernières années du mobutisme.

FRAGMENTATION SOCIALE ET CONFLICTUALITÉ LOCALE

Depuis 1994, les coalitions locales – au Nord-Kivu et au Sud-Kivu – entre communautés congolaises ont volé en éclat, sans que s'y substituent de nouveaux pouvoirs locaux. Les deux guerres pour la conquête du pouvoir national et les interventions extérieures ont rendu caduque le principe fondant jusqu'alors les alliances locales : un partage d'influence entre les familles de quelques chefs traditionnels, responsables politiques et administratifs et hommes d'affaires. Tandis que la dégradation de l'économie fragilise le poids des réseaux politico-commerçants, le recours à la violence a introduit de nouveaux prétendants. La rencontre des interventions extérieures, d'une atmosphère de peur et de méfiance et de l'appauvrissement de la région bride l'apparition de nouvelles coalitions ; elle paraît devoir ancrer les affrontements locaux dans la durée et opérer, au sein de chaque communauté, un glissement de l'influence au profit des combattants.

Au Nord-Kivu, le partage *de facto* des avantages du pouvoir entre Nande et Banyarwanda n'a pas résisté aux contrecoups de la guerre et du génocide au Rwanda. Une partie des Tutsi du Nord-Kivu sont rentrés dans leur pays d'origine après la victoire du FPR, ceux restant finissant par être chassés par les réfugiés hutu rwandais. Tout bien appartenant à des Tutsi a été pillé, privant ainsi ces derniers de leur base économique. De même, le maintien d'une importante présence d'ex-FAR entretient un niveau de violence supérieur à celui du Sud-Kivu et une cassure plus profonde entre communautés. S'ajoutant à la rareté des mariages entre Tutsi et membres d'autres communautés et aux rancœurs liées aux pillages commis par l'APR³, la probabilité d'une réinstallation des Tutsi congolais du Nord-Kivu paraît des plus minces. Si un Nande – Mbusa Nyamwisi – se retrouve parmi les leaders du RCD, les hommes

3. Du fait de leur ampleur, le sigle APR – Armée patriotique rwandaise – est devenu « Aucune possibilité de récupération ».



d'affaires de cette communauté ont doublement subi ces deux guerres : pillages dans un premier temps, désorganisation de leurs réseaux commerçants dans un second. L'affaiblissement des deux principales communautés n'a pas profité de façon déterminante à l'un des groupes armés congolais.

Apparu dans les années 60 lors des conflits terriens avec les immigrés rwandais, le phénomène maï-maï a connu une résurgence au début des années 90 autour des mêmes enjeux. Certains chefs coutumiers ont alors utilisé ces combattants pour essayer de rétablir leur pouvoir sur la terre. Hormis ces combattants issus de communautés marginalisées – Hunde et Nyanga – ou le développement plus récent de maï-maï chez les Nande, les principaux protagonistes armés (ex-FAR et ADF) sont des allogènes difficilement intégrables aux jeux politiques locaux, et en aucun cas acceptables par l'APR et l'UPDF ; l'hostilité des Congolais envers les Rwandais s'ancre dans des tensions nées lors des années 30, lorsque les rois rwandais étaient soupçonnés vouloir faire passer une partie du Nord-Kivu sous leur responsabilité.

Au Sud-Kivu, la guerre de 1996-1997 a aussi remis en cause l'influence prépondérante de deux communautés, celles des Bashi et des Barea. À la différence du Nord-Kivu, la communauté congolaise des Banyamulenge représente plusieurs milliers de combattants et disposait en 1996 d'un appui extérieur – l'APR – pour s'imposer. De fait, ses membres ont pu accéder à de nombreuses fonctions : vice-gouverneur, maire de Bukavu, directeur des contributions, directeur de la Société nationale d'électricité⁴, n° 2 de la Direction des migrations, chef du département du commerce extérieur au gouvernement... La rupture de l'alliance avec les Rwandais et la difficulté de trouver de nouveaux partenaires congolais laissent cependant les Banyamulenge isolés, alors que se développe au sein de chaque communauté le sentiment d'un nécessaire recours à la force.

En 1996, l'alliance entre l'APR et les Banyamulenge avait été l'un des piliers initiaux de la rébellion anti-Mobutu. Depuis fin 1996, la méfiance des Banyamulenge envers le régime de Kigali s'est transformée en une hostilité ouverte. Le sentiment de n'avoir été qu'un instrument entre les mains des Rwandais a été la première cause de dissension. Alors qu'ils ont fourni un nombre important de combattants et servi de caution congolaise à Kigali, ils estiment ne pas avoir obtenu les contreparties attendues. Et le mépris fréquent des Tutsi rwandais envers ces Tutsi congolais jugés arriérés⁵ ne fait qu'accroître leurs rancœurs.

À cela s'ajoute la différence d'agenda entre FPR et Banyamulenge. Dans un premier temps, lors de la guerre de 1996-1997, leurs leaders les plus ambitieux avaient espéré s'intégrer dans le jeu politique congolais en conquérant une place sur l'échiquier politique national. L'échec de cette option a amené la majorité de la communauté à privilégier une stratégie locale : une position dominante

au Sud-Kivu garantissant leur sécurité et permettant d'assouvir localement l'ambition des quelques « éduqués » que compte la communauté. Afin d'élargir leur assise, les leaders – civils – tentent depuis fin 1997 de nouer des contacts avec d'autres communautés congolaises. Une telle intégration des Tutsi du Sud-Kivu priverait Kigali de l'une des justifications de son intervention au Congo : la menace d'un nouveau génocide. Le déclenchement de la guerre le 2 août 1998 était un moyen de court-circuiter la tentative d'auto-nomisation des Banyamulenge, qui cherchaient alors à s'appuyer sur les Burundais pour échapper à la tutelle rwandaise. L'affrontement ouvert entre soldats rwandais et Banyamulenge à Uvira fin janvier découle d'une tentative de remise au pas des Banyamulenge par l'APR⁶. Selon des responsables banyamulenge, Kigali souhaite les contraindre à se réinstaller dans le nord-ouest du Rwanda. Les premières tentatives seraient intervenues fin 1996, puis en février 1997 lors d'une rencontre à Butare.

La peur récurrente des Banyamulenge d'être massacrés les enferment dans un dilemme paralysant : ils refusent de se couper des régimes de Kigali et Bujumbura, considérés comme tutsi ; ce refus accroît la méfiance des autres communautés congolaises et obère leur possibilité de s'intégrer à une coalition locale, facteur de sécurité à long terme. La nouvelle guerre rend d'ailleurs ce scénario aléatoire. Par l'intermédiaire d'associations ou d'églises protestantes pluricommunautaires, des négociations se réamorçaient au début de 1998. Les différents massacres qui se sont à nouveau produits rendent particulièrement difficile la reprise des discussions. Peurs et précarité matérielle se rejoignent pour favoriser un repli de chaque communauté sur elle-même, dans un contexte d'hostilité croissante envers les Banyamulenge.

Ceux-ci se heurtent désormais à la structuration d'un anti-tutsisme. Parmi les populations congolaises, les tensions entre Kigali et Bujumbura, entre les Banyamulenge et Kigali ne sont pas perçues. Il n'existe pour elles que des Tutsi, occupant militairement leur pays et s'emparant de ses richesses. Graduellement, les thèmes de l'anti-tutsisme présents en Afrique centrale s'étendent au Congo : les Tutsi chercheraient à constituer un empire hima, signe de leur volonté de domination ; un appui américain au Rwanda – « Israël de

4. Qui est l'une des rares entreprises parapubliques susceptibles de fournir des devises, *via* l'électricité qu'elle exporte vers le Rwanda et le Burundi.

5. Quelques blagues circulent ainsi à Kigali sur le compte des Banyamulenge : comment reconnaît-on un Banyamulenge lors d'un match de foot ? c'est celui qui demande aux joueurs d'aller sur le macadam pour laisser la pelouse aux vaches.

6. Qui a, à cette occasion, envoyé à Uvira l'une des principales figures de son service de renseignement militaire, habituellement basée à Cyangugu, au Rwanda, et en charge du Sud-Kivu depuis 1995, lors de la préparation de la guerre de 1996-1997.



l'Afrique » – illustrerait l'inévitable complot international se profilant derrière ces bouleversements politiques. Des luttes de pouvoir banales sont ainsi interprétées comme des dynamiques ethniques. Cette globalisation est une conséquence du fonctionnement communautaire de ces sociétés. Les violences, ayant rompu les passerelles entre communautés, limitent les capacités à prendre en compte les pluralités existant au sein de chaque groupe ; les stratégies de pouvoir de certains réseaux familiaux sont dès lors extrapolées à l'ensemble de la communauté. En fait, les déclarations virulentes à l'encontre des Tutsi restent principalement le fait d'une partie des « éduqués » des villes. Supposés être le fer de lance de l'anti-tutsisme, les maï-maï qui viennent opérer en territoire banyamulenge se préoccupent de razzier les vaches plus que de tuer leurs gardiens.

Le ressentiment envers les Tutsi, qualifiés « d'occupants arrogants ayant fait des tueries », et la peur des Banyamulenge d'être massacrés relèvent d'un phénomène similaire. Dans ce climat de craintes, chaque communauté tend à ressasser les violences que ses membres ont pu subir. Seules existent les victimes de sa communauté ; les brutalités dont ont souffert les autres groupes sont éludées de façon systématique. Chaque communauté construit une interprétation cloisonnée des événements. Ces mémoires parallèles deviennent à la fois un symptôme et un facteur de ce repli communautaire, une entrave considérable à l'élaboration de plates-formes de discussion. De surcroît, la situation économique vide les négociations d'une partie de leur sens. L'indemnisation des victimes, brièvement envisagée lors de certaines négociations entre Bashi et Banyamulenge, achoppe sur l'appauvrissement généralisé. Enfin, recréer une coalition entre quelques familles des principales communautés se heurte au peu de prébendes disponibles, encore réduites par les prélèvements opérés par les armées étrangères.

Dès lors, en réaction au sentiment d'insécurité partagé par toutes les communautés, le recours à la force est de plus en plus considéré comme le meilleur moyen de réaliser les ambitions individuelles ou l'accès à un confort matériel minimum. Ce changement graduel est encore balbutiant parmi les communautés ayant bénéficié de positions dominantes. Mais il ne cesse de se renforcer parmi les groupes qui ont été marginalisés. Dans cette optique, les Banyamulenge et les communautés fournissant les principaux contingents de maï-maï procèdent de logiques communes : une tentative de prise de pouvoir par les armes de la part de groupes privés d'accès aux avantages du pouvoir.

Le contexte de guerre et de psychose ne fait qu'accélérer ce processus amorcé au début des années 90. Les Banyamulenge ont ainsi procédé à une « mobilisation générale », faisant d'adolescents de quinze-seize ans des combattants. De même, les groupes maï-maï voient leur recrutement facilité par

le nouveau contexte, en étant assimilés à la « résistance à l'occupant ». Cette transformation induit deux bouleversements majeurs : une remise en cause des mécanismes de prise de décision au sein de chaque communauté ; un changement radical dans la perception des relations intercommunautaires. Chez les Banyamulenge, l'influence des commandants tend à éclipser celle des notables et des anciens. Jusqu'à présent, les décisions importantes concernant la communauté étaient prises collégialement par ces derniers. Lors des huit mois précédant le déclenchement de la guerre, les combattants et commandants poussaient à une reprise des armes, certains notables privilégiant les négociations. Le souci de maintenir la cohésion de la communauté et les ambitions individuelles les ont progressivement entraînés sur la pente de l'insurrection avortée des FRF. Avec la guerre, les commandants ont pu décréter une « mobilisation générale » de leur propre initiative. Les notables n'ont fait qu'avaliser cette décision.

La différence de génération recoupe un décalage dans les modes de fonctionnement. Le plus souvent, les notables ont bénéficié de l'accueil dans une famille d'une autre communauté pour achever leur cursus scolaire ; l'accès aux hôpitaux se faisait de la même façon. Durant la seconde moitié des années 80, le début de l'appauvrissement a réduit ces échanges ; la génération des commandants, âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans, ne les a donc que peu connus, et l'essentiel de leur expérience s'est constitué dans la guerre. Parfois en récusant l'autorité de leurs aînés, ils ont rejoint le FPR entre 1990 et 1993. Et ils n'ont cessé de combattre depuis : « guerre de libération » rwandaise jusqu'en 1994 ; à partir de fin 1995, préparation de la guerre contre Mobutu, qui s'est déroulée d'octobre 1996 à juillet 1997 ; affrontements locaux jusqu'en août 1998, où recommence une guerre ouverte. Opposés le plus souvent à toutes négociations avec les autres communautés, leur vision des relations entre communautés se résume à l'usage de la force.

Face à cette évolution, les capacités de réaction des notables banyamulenge restent minces. Tout comme les notables et chefs coutumiers des autres groupes, ils sont inquiets de ce poids croissant de la violence, donc des combattants. Afin de préserver leur influence dans leur communauté respective, ils ne peuvent jouer que sur deux registres : la relance des contacts intercommunautaires ; le ralliement aux « nouveaux maîtres » rwandais. Tant le climat de peur que l'appauvrissement rendent le premier difficile, à moins d'une distanciation publique des Banyamulenge de Kigali.

L'alternative qui s'offre aux responsables non banyamulenge est également aléatoire. La désignation du nouveau gouverneur du Sud-Kivu, dont la famille est proche d'un chef coutumier, peut tenir lieu de test pour ces notables. Test quant à l'attitude des Rwandais, ainsi que des Banyamulenge, à laisser une



réelle marge de décision, mais aussi moyen d'évaluer les réactions des populations supposées constituer leur base. Avec le renforcement de l'hostilité à « l'occupant », l'accusation de collaboration nourrirait leur mise à l'écart.

Chevauchement des niveaux du conflit, place centrale de la violence dans les différentes stratégies et décalage entre les ambitions des différents protagonistes et leurs capacités entretiennent une conflictualité qui rencontre peu de frein. Aussi, entre la réapparition du racket de la part des combattants congolais et les « prises de guerre » des armées étrangères, l'est du Congo menace-t-il de s'installer dans une prédation systématique des civils par les combattants. ■

William Barnes
Politologue

Traduit de l'anglais par la rédaction